



**ARRÊTÉ DU MAIRE N°872/2024  
PORTANT SUR L'AUTORISATION D'OCCUPATION  
TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC**

**Le Maire de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume ;**

Vu le Code le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, Article L2122-22, L2122-23,

Vu le Décret-Loi du 17 Juin 1938, devenu Article L.84 du code du Domaine de l'Etat,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la délibération en date du 30 juin 1993 par laquelle le Conseil Municipal a décidé des droits de place acquittés par les commerçants locaux, les propriétaires de terrasses de café, les transporteurs... .

Vu la décision n°51 en date du 25 mars 2024 par laquelle les tarifs communaux sont fixés

Vu le rapport d'information A.S.V.P n° 202400 0245 en date du 20 septembre 2024.

CONSIDÉRANT la requête en date du 20 septembre 2024 par Monsieur **LEBOURQUE Thibault**, gérant de l'établissement «**SUZANNE ET MARCEL**» sis 13 rue Général De Gaulle à Saint-Maximin-la-Sainte-Baume (83 470), sollicite une autorisation d'occupation temporaire pour la mise en place d'un tonneau sur le domaine public.

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** Monsieur **LEBOURQUE Thibault** est autorisé à installer un tonneau sur le domaine public.

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation se rapportera exclusivement à l'installation des éléments mentionnés à l'article 3, et est accordée à charge pour le bénéficiaire de se conformer aux conditions spéciales énoncées aux articles ci-après.

**ARTICLE 3 :** Le domaine public ne pourra être occupé que du 01 janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les services de la Police Municipale de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume matérialiseront l'emplacement des éléments, dont l'emprise au sol ne devra pas excéder :

-un tonneau

Le mobilier repris ci-dessus devra être installé au droit de l'établissement sis 13, rue Général De Gaulle à Saint-Maximin-la-Sainte-Baume (83 470) et ne devra pas être éloigné a plus d'un mètre de la devanture.

**ARTICLE 4 :** Le mobilier ne devra comporter aucun joint de fixation au sol et ne devra pas faire obstacle à la libre circulation des piétons.

Le mobilier installé sur le domaine public demeure sous l'entière responsabilité du pétitionnaire.

Il ne comporte aucun droit de cession **ni sous-location**.

**ARTICLE 5 :** Le titulaire de l'autorisation est responsable tant vis -à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers.

**ARTICLE 6 :** Monsieur **LEBOURQUE Thibault**, gérant de l'établissement « **SUZANNE ET MARCEL** », est tenu de laisser propre les alentours du mobilier installé sur le domaine public.

**ARTICLE 7 :** Le pétitionnaire est tenu d'acquitter la redevance annuelle d'occupation du domaine public sur la base du tarif établi par la décision n°51 en date du 25 mars 2024.

**Tarif : 1 tonneau x 20,00€ = 20,00€**

**ARTICLE 8 :** La présente autorisation est pour tout ou partie révocable à toute époque sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour des raisons de non-respect par le permissionnaire des conditions imposées aux articles ci-dessus.

**ARTICLE 9 :** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 10 :** Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Toulon pour excès de pouvoir dans le délai de 2 mois à partir de sa notification.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 11 :** Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, les agents de la Police Municipale, le commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la commune et publié sur le site de la ville.

**ARTICLE 12 :** Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'Etat, en application de l'article L 2131-1 du Code Générale des Collectivités Territoriales. Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L 2131-1 dudit code.

Fait à Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, le 16 octobre 2024.

Le Maire,  
**Alain DECANIS**

**Suzanne et Marcel**  
13 Rue Général de Gaulle, 83470 St Maximin  
Signature et cachet de l'établissement  
☎ : 04 94 80 31 15  
[suzannemarcel.saintmax@gmail.com](mailto:suzannemarcel.saintmax@gmail.com)  
Siret : 831 483 565 00014

